

Après le triomphe électoral d'une nouvelle dame de fer...

Au lendemain du scrutin européen, sa victoire est incontestable. Elle a désormais toutes les cartes en mains, pour imposer sa politique, pour diriger les économies européennes, pour donner le ton au travers de tous les pays de l'Union. Vous l'avez compris, Angela Merkel, dont le parti l'a largement emporté en Allemagne est la grande gagnante de ces élections. Elle l'emporte par adhésion dans son pays (et dans certains autres), elle l'emporte aussi, et peut être encore plus, par défaut dans le pays dont le rôle est de contrebalancer en Europe la politique allemande, la France. Avec moins de 14 % des voix le parti majoritaire à l'Assemblée Nationale, le parti du président de la République, est désavoué et a affaibli encore plus – oui, c'était possible – la position de M. Hollande.

La politique reflète l'absence de vraie unité européenne

Evidemment, le partage des voix entre les euro-enthousiastes (peu nombreux), les europhiles (qui se disent gagnants au total), les euros-résignés, les eurosceptiques et les euros-hostiles (ces deux dernières catégories constituant la force montante) n'est pas simple à analyser.

Le premier constat est l'absence d'unité au sein des populations, qui font des choix en rien cohérents au plan de l'union. L'échec le plus patent de l'Europe est sans doute là: la politique est le reflet de pays ayant cultivé leurs différences, en ne se résolvant à une convergence partielle que sous la pression d'un organe supranational et technocratique, la commission européenne. Ces différences, en France, nous les avons illustrées de façon particulièrement démonstrative au travers de la fuite en avant des dépenses publiques, pratiquement ininterrompue depuis 35 ans.

Comment des électeurs pourraient-ils se sentir européens quand les marchés du travail, la fiscalité, les régimes sociaux sont si différents d'un pays à l'autre?

On ajoutera évidemment le hold-up démocratique de la procédure de nomination à ce gouvernement des technocrates qu'est la commission. Pendant la campagne, les partis qui se proclament «de gouvernement» ont expliqué aux Français que leur vote serait déterminant pour le choix des commissaires. Au lendemain du vote, on sait que le français qui sera nommé (M. Moscovici) est le représentant d'un parti ayant réuni moins de 56 % des voix de celui arrivé en tête, le Front National.

Sans la France, le péril d'une Europe germanisée ressurgit

Les électeurs – en particulier en France- se sont déterminés sur des critères purement nationaux. Rien de surprenant à cela et rien de forcément choquant ou destructeur dans ces affirmations politiques des peuples qui forment l'Union. Mais le deuxième constat au lendemain du vote qui en découle pose finalement au fond la question européenne.

M. Sarkozy a raison quand il martèle (dans une chronique publiée en France et en Allemagne la semaine dernière) que le choix qui s'offre à nous n'en est pas un. «L'Europe ou le déclin» est une formule qui reflète la réalité, qu'on puisse le regretter ou s'en féliciter. Mais l'Europe, on l'a assez dit, a été construite à partir de consensus trouvés entre la France et l'Allemagne. L'Europe sans influence française, ce ne serait pas l'Europe. L'Europe sous-direction allemande, ce serait une domination répétant, sur le plan économique, les errements des ambitions militaires du siècle passé.

La problématique a été bien posée en 2012 par Joschka Fischer, ancien ministre allemand (vert) des affaires étrangères du gouvernement Schröder: «Il serait à la fois tragique et ironique que, avec les meilleures intentions du monde et des moyens pacifiques cette fois, l'Allemagne soit, pour la troisième fois en un siècle, à l'origine de

la ruine de l'ordre européen». Derrière la faillite politique du président de la République française, c'est le risque d'un tel scénario qui se dessine.

Pour échapper à la spirale de récession, le succès électoral des europhobes, mais aussi celui de «la troisième voie» de M. Renzi

Comment contrer cette spirale destructrice? La voie n'est pas simple et, en tout cas, elle n'est pas trouvée. On voit bien qu'aujourd'hui le Royaume-Uni veut une Europe qui suive sa règle du jeu: un marché ouvert, le minimum de contraintes, une concurrence totale sur les plans fiscaux et sociaux, une gestion sous pression des lobbies. L'Allemagne veut aussi que sa règle du jeu devienne règle générale.

On aura compris qu'il y a plus de faiblesse que de perspective dans ce schéma. Valeur aujourd'hui, le modèle allemand, celui de la fameuse troïka – FMI – BCE, commission européenne - qui a mis sous sa coupe les maillons faibles de l'euro est une voie crédible. Mais l'austérité qui renforce le fort (l'Allemand) et met sous sa coupe le faible (les pays dits périphériques, voire la France ou l'Italie) fait courir des risques de déflation et d'appauvrissement en chaîne qui sont bien réels.

Les élections européennes ont montré les limites de cette direction, gérée de façon supranationale pour l'ensemble du continent, à l'exception de l'Allemagne protégée par son économie, mais aussi par les institutions qui permettent à sa cour constitutionnelle de censurer ou de valider les décisions de Bruxelles.

Elles ont montré ces limites en négatif avec les succès des partis remettant en cause ce modèle, celui de Mme Le Pen en tête. Elles l'ont aussi montré en positif avec le formidable succès du parti démocrate italien du Premier ministre Matteo Renzi. C'est l'homme fort aujourd'hui face à Mme Merkel, celui sur lequel reposent les espoirs d'une stratégie d'impulsion économique en Europe, atténuant les pressions réceptionnistes du dogme allemand.

Pour une croissance européenne plus synchrone: les marges d'action de la BCE sont renforcées

Alors, ces élections sont-elles un rendez-vous raté, un scrutin pour rien? Non par construction et elles rebattent forcément les cartes, au moins en partie. Elles montrent que la voie supranationale d'un fédéralisme qui se développerait progressivement est rejetée et n'a pas de chance de s'imposer sur le continent (et encore moins en Grande-Bretagne).

Elles remettent aussi – quoi que moins instantanément – en cause la concurrence débridée de la compétitivité à l'intérieur de l'Union, et la croissance asymétrique qui a pu en découler. On a souvent souligné que la puissance exportatrice allemande est avant tout intra-communautaire (63 % du total) et que c'est contre ses partenaires bien plus qu'au plan mondial qu'elle a renforcé la compétitivité de ses entreprises.

Briser la croissance asymétrique en Europe est une demande exprimée par les populations. C'est aussi une nécessité économique qui va s'imposer par les faits. Les Etats-Unis négocient les termes du commerce mondial en cherchant – c'est naturel et surtout c'est leur stratégie permanente- à privilégier leurs intérêts. Immanquablement, les égoïsmes européens, qui doivent répondre à cet égoïsme américain, devront passer des cadres nationaux à celui de l'Union.

Pour cela, un changement de direction de la patronne, Mme Merkel, sera le passage obligé. En attendant, elle peut déjà laisser la Banque Centrale faire une partie du travail. L'Allemagne a besoin de croissance sur le continent, et la BCE va avoir tous les blancs nécessaires pour la favoriser.

La leçon de ces élections est peut-être là: les inquiétudes et le rejet de la supranationalité ne peuvent qu'accélérer le virage de la banque centrale, le plus supranational des organes européens. Un indice? Les marchés d'actions et celui des taux n'ont pas marqué lundi une quelconque inquiétude. Nécessité fera loi semblent dire les investisseurs.